

Face à la crise, partager devient nécessaire

Il faut augmenter l'impôt sur le revenu

La montée des inégalités est au cœur de la crise économique. L'une des raisons fondamentales de la dépression actuelle est la course en avant des plus riches vers la richesse. Ce « toujours plus » leur a fait perdre conscience. Il s'est traduit par la recherche de rendements insensés pour les capitaux investis dans les entreprises, très supérieurs à la croissance de l'économie globale. L'ajustement était fatal : la crise actuelle remet à l'heure les pendules du capitalisme fou.

Il en a été de même pour les salaires : les échelles des revenus se sont étendues. Comme l'a montré l'économiste Camille Landais, en France entre 1998 et 2006, les salaires des 0,01 % les mieux payés ont progressé de 69 %. Un gain mensuel de 2 800 euros ! A une moindre échelle, les salaires nets des cadres supérieurs ont augmenté de 630 euros mensuels en moyenne entre 1998 et 2006, contre 140 euros pour les employés et 200 euros pour les ouvriers.

Non contents de cette razzia sur les revenus, les plus aisés en ont demandé davantage encore à l'Etat, par le biais de réductions d'impôts, prétextant le risque de « fuite » à l'étranger – qu'aucune étude n'a d'ailleurs jamais démontré. En France, cette politique amorcée en 2000 par la gauche puis amplifiée par la droite, à travers les réductions d'impôts sur le revenu, a encore accru les écarts de niveaux de vie.

Une partie des commentateurs ont cru possible une sorte de « keynésianisme des riches » : la hausse des inégalités aurait tiré l'économie par le biais des dépenses des plus aisés. Il n'en a rien été, pour une raison simple : le taux d'épargne s'élève avec le revenu. L'argent ainsi délogé a largement alimenté le patrimoine financier des couches les plus aisées, participant au gonflement de la bulle spéculative. A la place de la fuite des personnes, on a orchestré une fuite des capitaux vers la recherche de gains toujours plus spéculatifs. On paie aujourd'hui l'addition de ce vaste gaspillage : les baisses d'impôts n'ont eu pour effet que d'enfoncer les comptes publics, sans avoir d'impact sur la croissance.

On peut évaluer combien la collectivité a perdu. Philippe Marini, rapporteur UMP de la commission des finances au Sénat, a estimé à 60 milliards d'euros la diminution de recettes fiscales liée aux différentes baisses de prélèvements décidées de 1999 à 2008... Si rien ne s'était passé de ce côté-là, l'Etat aurait des comptes dans un état très différent. Et les moyens de répondre à

Louis Maurin

Directeur de l'Observatoire des inégalités

la crise, alors que, comme la cigale, il a chanté tout l'été en distribuant des ristournes aux plus aisés.

Il est impossible de répondre à la crise économique sans un effort de solidarité nationale, sauf à aggraver de façon vertigineuse les déficits publics, qu'il faudra de toute façon payer un jour. Cet effort ne saurait être réalisé sans tenir compte des gains obtenus dans les années récentes par les plus aisés. Selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la contribution commune doit être « répartie entre les citoyens en fonction de leurs facultés ». C'est l'impôt sur le revenu, dont le taux augmente avec le niveau de vie, qui tient le mieux compte de ces facultés.

Peu nombreux sont ceux qui osent le dire, compte tenu de la démagogie fiscale régnant en France : il faut aujourd'hui aug-

« La suppression des niches fiscales peut rapporter plusieurs milliards d'euros à l'Etat »

menter l'impôt sur le revenu. Pour éviter de pénaliser les catégories moyennes, on peut imaginer deux directions. Il faut d'abord réduire réellement les privilèges fiscaux (des journalistes à l'emploi de personnel domestique en passant par les investissements immobiliers). Si l'on ne s'en tient pas à quelques exceptions pour les « ultra-riches », la suppression des niches fiscales peut rapporter plusieurs milliards d'euros à l'Etat.

Dans le même temps, on pourrait relever les taux des tranches supérieures du barème et recréer une nouvelle tranche d'imposition supplémentaire à 50 % pour les revenus les plus élevés. Une telle mesure n'aurait pour effet que de faire revenir le niveau de vie des plus aisés quatre ou cinq ans en arrière.

Pour quoi faire ? Contrairement à une idée répandue à gauche, distribuer quelques dizaines d'euros de pouvoir d'achat n'a pas une grande utilité sinon d'accroître les importations. Face à la crise, la collectivité

doit « protéger », comme l'a compris le chef de l'Etat. D'où ses propositions sur l'indemnisation du chômage partiel, la prime pour les jeunes ayant insuffisamment cotisé, ou le fonds d'investissement envisagé pour « coordonner les efforts en matière d'emploi et de formation professionnelle ».

Mais la bise est venue : ayant gaspillé plus de 10 milliards – par an, rappelons-le – depuis 2007 avec le paquet fiscal, essentiellement en direction des plus aisés, le président de la République n'a plus les moyens d'une réelle politique de protection. Pour rendre la vie moins incertaine, il vaut mieux indemniser ceux qui se retrouvent sans emploi, et en particulier les jeunes, premières victimes de la crise, réduire l'utilisation de contrats précaires, offrir un effort de formation sans précédent, enfin mettre en œuvre les services publics de qualité qui tirent la croissance à long terme : éducation, transports, santé, logement, etc.

Au-delà de la crise, la réflexion doit s'engager sur la « décroissance » qui va mettre sur le carreau de l'emploi des centaines de milliers de salariés, souvent des jeunes. Mais il faudrait être totalement aveugle pour soutenir que le niveau de croissance des « trente glorieuses » est économiquement et écologiquement soutenable. Il faudra bien, à terme, s'adapter à une croissance lente et propre, moins quantitative et plus qualitative.

La seule solution pour conjuguer ces deux impératifs est de partager les richesses de façon plus équitable. Cela n'implique pas de changer de système, de sortir de l'économie de marché, mais de demander à chacun de contribuer en fonction de ses moyens pour que tous puissent vivre dans des conditions dignes sans détruire l'environnement. « Oui, mais, pour répartir, il faut d'abord produire », entend-on dire souvent. Raisonnablement insuffisant. Pour produire, on commence à comprendre qu'il faut en même temps répartir et que tout est question de dosage : qui imagine produire sans routes, sans main-d'œuvre formée, avec des salariés malades ?...

D'un point de vue écologique, les moins égoïstes des plus aisés commencent à comprendre que cette politique est de l'intérêt de leurs propres descendants, s'ils veulent en assurer la survie. La crise actuelle y ajoute une urgence sociale : s'ils restent assis sur leurs niveaux de vie, ce n'est plus seulement de la survie des descendants des plus riches qu'il s'agit, mais de l'équilibre de l'ensemble du système. ■

Débats Décryptages 17

Séquestrations de dirigeants, comment les éviter ?

Il faut agir préventivement sur les causes de ce désespoir

La répétition de séquestrations de dirigeants a fait émerger ce thème dans le débat public. Et comme souvent quand une question est traitée à chaud, les réponses apportées sont incomplètes. J'ai subi une séquestration il y a quelques années. J'étais alors directeur des ressources humaines de la division boissons d'Unilever. La décision avait été prise de fermer l'usine de thé du Havre. A l'issue d'une réunion de comité d'entreprise, les salariés m'ont signifié que je ne quitterai pas le site tant que l'entreprise ne reviendrait pas sur sa décision. J'ai perçu cette situation comme étant d'une extrême violence : être soudainement privé de sa liberté de mouvement, se sentir impuissant face aux risques d'exactions physiques, ne pas savoir combien durera cette épreuve. Plus qu'éprouvant !

La violence extrême de la séquestration répond à une autre violence extrême, faite celle-ci aux salariés, et à leur sentiment d'impuissance face à cette première violence. Comment ne pas être tenté par ce type d'action quand, du jour au lendemain, sans que vous en compreniez les causes, alors que rien ne vous a alerté en amont, vous apprenez que vous êtes licencié, avec un marché de l'emploi sinistré dans votre métier ?

Il est même surprenant que, confrontés au *no future*, les salariés ne réagissent pas plus souvent par ces actions violentes. De même que les cas de suicide au travail ne sont que la réponse extrême à une situation de travail vécue comme insupportable, la séquestration n'est que la matérialisation ultime du désespoir de personnes dont la vie se brise du jour au lendemain.

C'est sur les causes de ce désespoir que l'entreprise doit agir préventivement, si elle veut éviter les séquestrations, plutôt que sur la séquestration elle-même qui n'est qu'un symptôme. Elle se doit de répondre à une première question : la situation réelle de l'entreprise impose-t-elle vraiment la restructuration ? Selon une étude publiée par le quotidien *Les Echos*, 40 % des entreprises n'ont pas vu leur carnet de commandes baisser avec la crise.

Y a-t-il aujourd'hui 40 % des salariés

Gilles Verrier

Directeur général d'Identité RH et professeur à Sciences Po

qui vivent leur entreprise comme en bonne forme ? A côté d'entreprises dont la situation est dramatique, d'autres décident aujourd'hui de réductions de coûts ou de restructurations sur la base du principe de précaution (de quoi demain sera-t-il fait ?), ou de l'effet d'aubaine (faisons passer des décisions qui auraient été inacceptables hors contexte de crise).

« J'ai subi une séquestration il y a quelques années. J'ai perçu cette situation comme étant d'une extrême violence »

Quant aux entreprises dont la situation est critique et impose ces licenciements, une autre question se pose à elles : ont-elles, ces derniers mois, informé leurs salariés de la situation objective de l'entreprise, au fur et à mesure de sa dégradation ? L'ont-elles expliqué ? Et ont-elles mobilisé tous les acteurs pour redresser la situation ? Ou ont-elles considéré leurs salariés comme des pions à qui elles ont masqué les difficultés réelles et les risques ?

L'entreprise ne se prémunira de situations sociales extrêmes comme la séquestration qu'en étant transparente et vraie en amont avec ses salariés sur sa situation effective, sur les raisons de cette situation et sur les leviers disponibles pour redresser la barre. Traiter les salariés non comme une variable d'ajustement, mais comme des adultes responsables...

La crise actuelle peut être l'opportunité pour certaines entreprises de développer des relations adultes avec leurs salariés et de sortir de la dichotomie taylorienne entre décideurs et exécutants, encore si présente dans nos entreprises. ■

Ethique, politiques et entreprises

Dans la tourmente, chacun doit être exemplaire

Cette crise a deux visages. Sur le devant de la scène, la réalité abrupte des chiffres, celle d'une récession qui entraîne son cortège de destructions d'emplois. Elle est suffisamment douloureuse pour mobiliser toutes nos énergies. Mais derrière, sachons voir que se joue aussi une seconde crise, une crise de valeurs.

Quand la croissance était là, le système économique s'autojustifiait. Avec la récession, nos concitoyens doutent de sa capacité à partager équitablement les efforts. Notre système économique est-il capable de s'amender pour gagner en équité ? Il y a un besoin de justice. Les salariés ont le sentiment de faire les frais d'une crise survenue sur un autre continent, dans une sphère financière lointaine. Les PME déploient des efforts insensés pour maintenir leurs emplois, comme dans la vallée de l'Arve, où les industriels du décolletage font preuve d'une remarquable solidarité.

A côté de cela, la rémunération des dirigeants alimente le feuilleton médiatique : bonus des traders d'AIG, stock-options de la Société générale, parachute doré chez Valeo. Chaque jour, un nouvel épisode vient souligner que cer-

Laurent Wauquiez

Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi

tains ne comprennent pas ce qui se joue dans la société. Le comportement de quelques-uns menace d'emporter tous les dirigeants d'entreprise dans le même amalgame. Il exacerbe la violence, comme chez Caterpillar ces derniers jours.

Mais il serait trop facile de réduire la question de l'éthique à ce seul feuilleton. Une demande plus profonde d'exemplarité est en cause.

Qu'on nous fasse grâce d'un malentendu. Quand les politiques interviennent sur le terrain de l'éthique, ce n'est ni par volonté de s'ingérer dans la gestion des entreprises ni par poujadisme.

Il ne faut y voir aucune hostilité de principe, mais juste le fait que les politiques sont comptables de la situation économique et des efforts déployés pour l'améliorer : il est dans leur rôle d'appeler les acteurs à prendre leurs responsabilités. Pas plus qu'il n'y a de raison d'Etat, il ne saurait y avoir de raison d'entreprise. Et ce d'autant

moins qu'éthique et profit n'ont rien d'incompatible : Frank Riboud l'a montré avec Danone, Nicole Notat avec l'agence de notation Vigeo, et les dirigeants de groupes allemands, tel Siemens, ont renforcé leur image en s'engageant pour l'emploi.

Esquissons les contours d'une démarche d'exemplarité en termes d'emploi. Premier postulat : en période de récession, tout doit être fait pour éviter les licenciements. Quand l'entreprise licencie, elle se prive de son savoir-faire et de ses forces vives, elle fragilise le tissu social et accentue les effets de la crise. Le président de la République et les partenaires sociaux ont mis des outils sur la table, comme l'activité partielle. Aux entreprises de s'en saisir, ainsi que l'ont fait Peugeot ou Renault.

Investir dans l'humain

Deuxième postulat : la crise est paradoxalement le bon moment pour investir dans l'humain. Plutôt que de sacrifier les seniors et les jeunes, faisons de l'apprentissage et de la transmission des savoir-faire des réflexes automatiques. Misons sur la formation des salariés. C'est tout l'objet de la réforme de la formation professionnelle menée par le gouvernement et les partenaires sociaux.

Enfin, je crois aux partenariats passés avec les entreprises. C'est une autre approche de la politique de l'emploi : ne plus passer systématiquement par la loi, mais développer des actions concrètes au cœur de la réalité des entreprises, comme avec l'opération « Nos quartiers ont des talents », conduite avec Fadela Amara. L'exemplarité se construit à partir de démarches expérimentales appelées à être généralisées.

Nous sommes à la croisée de deux chemins. Le premier revient à appliquer froidement la rationalité économique : licencier, couper dans les coûts, mettre dehors les seniors, fermer la porte aux jeunes. C'est un choix de courte durée, qui ne peut qu'attiser le sentiment d'injustice et être préjudiciable à l'entreprise.

Le second consiste à parier sur une démarche solidaire et finalement gagnante pour tous : actionner tous les leviers pour garder les salariés dans l'entreprise, investir dans la formation et les politiques innovantes de gestion des âges... Seule cette voie peut permettre de sortir de la crise vite et par le haut. Aux politiques, aux partenaires sociaux, mais aussi aux entreprises de faire le bon choix face à l'histoire. ■

Le rendez-vous des jeunes diplômés et des entreprises qui recrutent

Les emplois de la relance

La nouvelle carte des universités françaises

+ Guide du jeune cadre en temps de crise

Vous souhaitez recevoir gratuitement

Le Monde campus

(Edition printemps 2009)

Faites votre demande par mail à l'adresse suivante : campus@mondepub.fr en précisant vos nom, prénom et adresse postale complète.

Une crise économique sans pareille, l’ambition chinoise, les promesses américaines... Quel équilibre peut naître des basculements historiques qui s’opèrent aujourd’hui ? « Le Monde » a invité deux spécialistes, Thérèse Delpech et François Heisbourg, à confronter leurs expertises

Penser le monde de l’après-crise

✓
Dudou
Kira-Pavia - KITA

Notre intention est de nous projeter dans les années qui vont suivre la crise économique, d’imaginer ses répercussions stratégiques. Est-ce qu’on peut imaginer que, après la crise, une fois la confiance financière et la croissance retrouvées, la puissance politique sera répartie de la même manière qu’aujourd’hui ?

François Heisbourg. La réponse courte, c’est évidemment non.

Cadrons tout de même nos ambitions analytiques. Quelqu’un qui aurait prétendu se projeter dans l’après-crise en 1931 pour en évaluer l’impact géostratégique n’aurait pu que se tromper, parce que la crise a duré longtemps, qu’elle a été très profonde et que, par définition, elle accroissait les probabilités déjà importantes de rupture stratégique.

Nous ne savons pas si la crise sera aussi longue et aussi dure que celle des années 1930, mais on sait déjà qu’elle sera la plus longue et la plus dure depuis les années 1930. Nous avons, pour la première fois depuis soixante-dix ans, une crise qui n’est pas mono-causale, qui est systémique et qui est mondiale.

Nous sommes aujourd’hui dans un de ces grands moments historiques où énormément de choses basculent et, par définition, nous ne savons pas quel sera le point de repos final des plaques tectoniques qui auront été ainsi bousculées.

Thérèse Delpech. Dans ses grandes lignes, il n’est pas impossible que la répartition de la puissance politique soit comparable à ce qu’elle est actuellement, même si l’idée contraire est souvent avancée. Il faut se garder de prédire des effets stratégiques majeurs de cette crise, malgré sa dimension mondiale.

Je ne suis pas sûre non plus que la bonne référence soit la crise de 1929, où le produit intérieur brut (PIB) américain avait fondu de 50 % en trois ans. Il y avait, en outre, en 1929, des données politiques, stratégiques et militaires qui ont permis à la crise économique de jouer un rôle accélérateur dans la course vers la seconde guerre mondiale. Enfin, de nombreuses incitations à la coopération économique existent aujourd’hui – on a pu le voir avec le G20 – qui n’existaient pas en 1929.

Pour moi, la crise actuelle est plutôt un symptôme parmi d’autres d’un monde en plein bouleversement qu’une cause à proprement parler. Et dans cette crise, ce qui frappe, c’est l’excès, le rôle du virtuel et la religion de l’immédiat. Ces éléments – excès, virtuel, courte vue voire aveuglement – constituent une assez bonne définition du monde contemporain dans ce qu’il a d’inquiétant.

François Heisbourg. Je rejoins ce qu’a dit Thérèse Delpech sur la crise liée au court-termisme et à l’économie virtuelle, une crise du modèle de croissance. A

savoir, dans le contexte actuel, le réchauffement climatique, l’incapacité pour la planète à soutenir un mode de croissance comme celui que les Européens et les Américains ont connu pendant une bonne partie du XIX^e et du XX^e siècles.

Ce modèle de croissance n’est tout simplement pas soutenable. La notion que la Chine ou l’Inde soient aussi motorisées que les Etats-Unis voudrait dire que nous n’aurions plus d’air pour respirer, que l’air serait de toute façon trop chaud pour pouvoir être supporté, et ainsi de suite.

Quelles peuvent étre les conséquences de cette crise pour les Etats-Unis et la Chine ?

François Heisbourg. Cette crise est liée très directement à la synergie économique, financière et commerciale qui s’était établie entre la Chine et les Etats-Unis au cours des dernières décennies. Ce modèle économique peut se résumer par une formule très simple : la Chine exporte et épargne, les Etats-Unis s’endettent et achètent.

Cette synergie entre les Etats-Unis et la Chine a duré parce qu’elle est apparue comme mutuellement bénéfique pendant très longtemps : croissance chinoise, croissance américaine. Et cette synergie avait un effet stratégique majeur : ni la Chine ni les Etats-Unis n’avaient un intérêt particulier à faire monter les enchères en termes de recours à la force.

Les Etats-Unis pouvaient faire la leçon à la Chine sur les droits de l’homme, sur le Tibet et faire jouer leur garantie de sécurité à l’égard de Taïwan, du Japon, de la Corée du Sud. La Chine pouvait faire valoir ce qu’elle estime être ses droits – à tort – sur Taïwan et ses droits vis-à-vis du Tibet, pouvait estimer ne pas avoir à entendre le message sur les droits de l’homme. Mais ni les Etats-Unis ni la Chine n’avaient un intérêt économique particulier à ce que ces différends stratégiques majeurs, ces différences d’intérêts et de valeurs se traduisent par une vraie confrontation.

Aujourd’hui, ce facteur n’existe plus. Ce modèle, un des moteurs qui a conduit à la crise, est en panne. Alors ce qui va suivre au niveau des relations entre les Etats-Unis et la Chine est une des grandes interrogations pour les années qui viennent.

Thérèse Delpech. Très franchement, on voit beaucoup mieux dans cette crise la dépendance de la Chine à l’égard des Etats-Unis que l’inverse, en raison du poids des exportations dans la croissance chinoise. Pékin essaie à présent de relancer le marché intérieur, mais en l’absence d’un système de santé et de retraite convenable, ce ne sera pas facile, surtout dans un pays dont l’épargne de la population est détournée à hauteur de 20 % par des banques dont la solvabilité est douteuse !

Socialement, la Chine est-elle plus fragilisée que les autres puissances ?

Thérèse Delpech

Directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l’énergie atomique (CEA)
Dernier ouvrage paru :
« L’Ensa Sauvagement : le retour de la barbarie au XXI^e siècle » (Stock, 2007)

François Heisbourg

Directeur de l’International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres
Dernier ouvrage paru :
« Après Al-Qaida, la nouvelle génération du terrorisme » (Stock, 2009)

Thérèse Delpech. La réponse à cette question a été fournie par les dirigeants chinois eux-mêmes, qui considèrent que la crise actuelle, qui a déjà fait 26 millions de chômeurs parmi les seuls migrants des campagnes, est « *un test pour la capacité de gouverner du parti* ». Il y avait déjà, avant la crise, des dizaines de milliers d’incidents sociaux chaque année, auxquels les pays occidentaux prêtaient une attention distraite. Avec la crise, ils se multiplient. Les autorités chinoises disposent certes de forces antiémeute conséquentes, mais des avertissements ont aussi été adressés à l’armée, à qui il a été demandé une « *obéissance absolue* ». C’est à tout le moins un signe de nervosité. Une politique de répression sociale peut aussi bien réussir qu’échouer. Je ne fais pas de pari sur ce point.

En revanche, je ne crois pas au concept de « Chine-Amérique », qu’il est plus juste de décrire comme le font certains de « chimérique ». La Chine a eu une croissance impressionnante depuis dix ans, elle a une épargne colossale qui lui permet de faire des plans de relance, mais c’est encore une économie en développement qui, par exemple, souffrirait terriblement si elle devait respecter des normes de qualité des produits, des normes de protection sociale élémentaires ou des normes d’environnement ! Peut-on entrer dans le XXI^e siècle sans ces normes ?

Thérèse Delpech, vous vous érigez donc contre la pensée dominante qui consiste à dire que la Chine va sortir de la crise économique comme étant la grande puissance stratégique du XXI^e siècle. Quel est votre avis, François Heisbourg ?

François Heisbourg. Je me garde d’émettre toute prévision sur qui va sortir renforcé ou affaibli de la crise entre les deux membres de ce couple étrange qu’ont formé les Etats-Unis et la Chine au plan économique et, d’une certaine façon, au plan stratégique, au cours des quinze ou vingt dernières années. C’est l’une des très grandes inconnues, c’est un des très grands enjeux de cette crise.

Je voudrais d’abord revenir sur deux points. Premier point : cette histoire de « Chine-Amérique ». S’il y a eu une Chine-Amérique, c’est ce dont nous sortons, ce n’est pas vers quoi nous entrons. Deuxième point : il est évident que personne dans le monde n’a intérêt à ce que les relations entre les Etats-Unis et la Chine tournent à la confrontation. La stabilité et la prospérité de l’Asie orientale sont aussi importantes pour l’avenir du monde que ne l’étaient la stabilité et la prospérité de l’Europe pour le monde de la première moitié du XX^e siècle. Et quand on n’a eu ni l’un ni l’autre, on a vu ce que ça a donné.

Alors, comment se présentent la Chine et les Etats-Unis par rapport à la crise et quels peuvent en être les conséquen-

ces stratégiques ? Je ne dirai pas que la Chine sera forcément une perdante de la crise, ou que la Chine sera forcément gagnante. Je m’inscris contre la vulgate, mais je n’en tire pas la conclusion que la Chine sera forcément perdante.

Regardons du côté des Etats-Unis. Ceux-ci vont devoir apprendre à épargner. C’est une leçon de ce qui vient de se passer, et la Chine va devoir apprendre à fonctionner sur la base de la demande intérieure. Revenir au statu quo antérieur, c’est-à-dire à l’économie de l’excès, voudrait dire que nous sommes tous de fiefés masochistes.

En attendant d’apprendre à épargner, les Etats-Unis vont dépenser l’équivalent de 8 à 10 trillions de dollars en mesures anticrise d’ici à 2013, c’est-à-dire 10 points ou plus de PIB par an. Au global, près des deux tiers du PIB américain sur la durée ! Autrement dit, il va falloir financer la dette américaine. Même si les Chinois utilisaient leur argent pour acheter des bons du Trésor américain, il n’y en aurait pas assez. Ce n’est évidemment pas une situation dans laquelle les Etats-Unis se présentent dans un bon rapport de forces.

Puis se pose la grande question politico-sociale : la société chinoise a-t-elle la résilience nécessaire pour que le régime puisse s’autoperpétuer sur la base d’une légitimité qui, selon ses propres dires, repose uniquement sur sa performance ? La vraie question est la capacité de la Chine non démocratique à gérer ses contradictions internes avec, en toile de fond, un fort ralentissement économique.

Les Etats-Unis pourraient-ils, selon vous, maintenir leur leadership mondial après cette crise ?

Thérèse Delpech. Ce sont eux tout d’abord qui sortiront les premiers de cette crise. Quant à leur maîtrise des espaces communs et notamment de la mer et de l’espace, elle leur laisse de beaux jours devant eux. Enfin, leur nouveau président a des atouts pour reconstruire l’image des Etats-Unis dans le monde. Ce tableau n’incite pas au pessimisme en ce qui concerne l’Amérique.

Plus généralement, souvenez-vous, avant la crise économique, la vulgate était celle du déclin relatif de l’Occident, des miracles asiatiques et des économies émergentes.

Pour les discours sur le déclin de l’Occident, les orfèvres se trouvent depuis les Grecs dans les pays occidentaux eux-mêmes, qui ont une sorte d’obsession de leur propre chute. L’ouvrage du philosophe allemand Oswald Spengler (*paru en 1918*) n’est qu’un avatar tardif – et assez mauvais – de ce thème. Je ne crois pas à ce déclin, même si l’ordre international issu de la seconde guerre mondiale doit être revu, avec l’arrivée sur la scène de nouveaux pays – qui ont d’ailleurs fait leur fortune avec des idées occidentales.



Deuxièmement, les miracles asiati-ques. J'ai dit ce que je pensais de la Chine, et j'ajoute qu'il faudrait parfois garder le sens de la mesure pour ce pays qui ne représente pas même 7 % de la richesse mondiale.

Enfin, les économies émergentes. Un des atouts de la crise, sur le plan intellec-tuel, a été de faire voler en éclats ce concept de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), qui réunissait quatre pays très différents. Ceux qui se tirent le mieux d'affaire pour l'instant, ce sont le Brésil et l'Inde, les deux démocraties. La Rus-sie ne produit rien hors énergie et matiè-res premières – pas même du papier, qui vient de Finlande, ou des médicaments, qui viennent d'Europe.

Comme du temps de l'URSS, seul le secteur militaire joue un rôle sérieux pour le développement des hautes tech-nologies, avec l'exception aujourd'hui des nanotechnologies. Et pour ce qui est de la puissance, on voit surtout pour l'instant sa capacité de nuisance.

François Heisbourg. La Russie plonge de la façon la plus évidente. Les prévisions de la Banque mondiale ont fait passer la crois-sance russe prévue pour 2009 de + 3 % en novembre à – 4,5 % en mars, c'est-à-dire – 7,5 % de points de croissance en l'espace de quatre mois. C'est très impressionnant.

La crise est cependant d'origine trop récente pour pouvoir dire qui va s'en sor-tir le mieux. Je réserve mon jugement. Ins-tinctivement, j'aurais tendance à dire que les démocraties brésilienne et indienne, du fait de leur nature politique, auront peut-être une résilience sociale et politi-que plus forte que la Chine et la Russie, mais je ne sais pas du tout comment cela va se comparer en termes de performance économique.

Quels sont les perdants évidents de la crise ?

François Heisbourg. Il y a trois types de perdants. La première catégorie, ce sont les petits pays très exposés, souvent situés dans des régions de tension stratégique, et qui ont joué un grand rôle dans l'organisa-tion de la mondialisation : des pays extra-ordinairement divers, comme Singapour, Taiwan, Dubaï, l'Irlande, l'Islande, ou les petits pays de la nouvelle Europe...

La deuxième catégorie, ce sont les grands monoproduleurs peuplés : Rus-

sie, Iran, Venezuela. Nous savons d'expé-rience que, dans ce genre de situation, on peut être amené soit au compromis, soit à la radicalisation.

Dans le cas de l'Iran, je ne sais absolu-ment pas où ira se caler le curseur. En ce qui concerne la Russie, les chances sont relativement bonnes que le grand dialo-gue stratégique avec les Etats-Unis puisse démarrer cette année. Je pense que Barack Obama a raison de vouloir tout faire pour amener la Russie à pencher du côté de la coopération plutôt que du côté de la radi-calisation.

La troisième grande catégorie de per-dants, ce sont les grands pays très peuplés qui étaient déjà très vulnérables avant : l'Egypte, avec une crise de succession lar-vée, ou l'Algérie, qui avait l'argent du pétrole mais n'avait pas d'emplois.

La notion de « rupture stratégique » est liée en grande partie aux effets de la mon-dialisation, fût-elle heureuse. Ces risques de rupture sont magnifiés dans une épo-que de mondialisation malheureuse.

Thérèse Delpech. Les gagnants et les perdants ? Tout dépend des critères rete-nus pour définir de bonnes conditions de redémarrage. A mon avis, les mieux placés seront ceux qui privilégieront la formation, l'innovation, une main-d'œuvre flexible, la mobilité du capital, une économie diversifiée, et... les pays où la confiance jouera un rôle moteur.

Où se situe un pays comme la Russie dans cette liste ? Très mal sur la diversifi-cation, la présence massive de l'Etat dans le secteur industriel en fait une éco-nomie peu flexible, et sa démographie déclinante ne porte pas à voir l'avenir avec confiance.

Où se situe la Chine ? Pas très bien non plus : l'innovation y est marginale, la pollution maximale, les désordres sociaux potentiels innombrables et la place de l'Etat excessive.

L'Iran ? L'essentiel se jouera sur le dos-sier nucléaire : Téhéran pourrait avoir à choisir entre son avenir et son program-me nucléaire, comme le Pakistan entre son avenir et une rupture claire de ses autorités politiques et de ses services secrets avec les islamistes. Sans négliger l'importance des phénomènes économi-ques, je crois surtout à la politique com-me instance décisive des mutations en cours.

« Il faudrait parfois garder le sens de la mesure pour la Chine, qui ne représente pas même 7 % de la richesse mondiale... »

Thérèse Delpech

François Heisbourg. Dans le cas de l'Iran, la crise est ce qui donne aux sanc-tions officielles de l'ONU et aux sanc-tions financières leur mordant. Je ne sais pas si cela conduira à une radicalisa-tion ou à une issue plus bénigne.

Pour l'Arabie saoudite, la crise de suc-cession est déjà là.

J'ajouterai l'Irak à la liste des dangers. Les besoins budgétaires de l'Irak sont deux fois supérieurs à ce que sont ses revenus, sur une toile de fond de grande fragilité politique.

La crise économique et financière au Pakistan depuis l'automne est extrême-ment grave. Elle a pu être en partie stabi-lisée grâce aux mesures d'urgence du FMI.

Quel regard portez-vous sur l'administration Obama ?

Thérèse Delpech. Cette nouvelle admi-nistration et ce nouveau président bénéfi-cient d'une énorme popularité, dont les Etats-Unis doivent tirer parti. Mais ils sont très occupés par l'économie, et pour la pre-mière puissance mondiale – car c'est tou-jours la place de l'Amérique –, les affaires stratégiques peuvent amener des surpri-ses. Certes, Barack Obama sera sans doute jugé dans quatre ans par les Américains sur la façon dont il aura ou non tiré le pays d'une crise qui a déjà produit le plus fort taux de chômage depuis un quart de siè-cle, mais les erreurs stratégiques éventuel-es seront elles aussi payées très cher.

Par exemple, en dehors de l'Afghanis-tan, pour lequel les décisions annoncées paraissent raisonnables (à l'exception des milliards à nouveau investis au Pakistan), la première décision du président améri-cain a porté sur de nouvelles négociations avec les Russes. Je n'ai évidemment rien contre le principe de telles négociations, mais il faut reconnaître que c'est un domaine où l'intérêt de Moscou est beau-coup plus clair que celui de Washington. La Russie veut contraindre les développe-ments américains dans tout un ensemble de domaines – offensifs et défensifs –, tan-dis que l'administration cherche surtout à améliorer « l'atmosphère » avec Moscou, ce qui n'est pas une stratégie.

Or, comme le disait Henry Kissinger, les accords liés au contrôle des armes nucléai-res n'ont pas grand-chose à voir avec le contrôle ou avec les armes nucléaires,

mais ils ont un rapport étroit avec la straté-gie. Les négociateurs russes sont mieux préparés de ce point de vue que leurs homologues américains.

En revanche, sur des questions où les intérêts de Washington – et les nôtres – sont clairs : prévenir l'avènement d'un Iran nucléaire, contrôler les crises au Moyen-Orient, empêcher les Russes de se lancer dans de nouvelles aventures à leur périphérie, on ne voit toujours pas ce que fera Barack Obama. Pas davantage d'ailleurs sur la Corée du Nord.

François Heisbourg. Obama et son équi-pe souffrent d'un mal très classique aux Etats-Unis : lorsqu'un problème ne se pose plus dans l'immédiat, on cesse de nourrir l'expertise. C'est ce qui est arri-vé pendant les années 1990 sur l'Afgha-nistan. Il est arrivé la même chose pour les négociations stratégiques avec la Russie.

Mais je ne suis pas sûr que les Améri-cains cesseront de vouloir bouger dans le domaine stratégique, sans pour autant être aventureux en la matière, du fait de la crise. La politique étrangère, en période de crise, peut-être encore plus qu'en période ordinaire, est tou-jours un sujet de grande satisfaction pour un président. Dans un système pré-sidentiel à l'américaine, comme dans le système à l'européen, la France aise.

On n'assiste pas exactement en ce moment à une baisse d'activisme de la part d'Obama et de son équipe par rap-port aux grands dossiers de politique étrangère. On n'a pas du tout l'impres-sion d'un président américain qui a l'in-tention de laisser la crise l'empêcher de retirer les satisfactions que l'on peut avoir quand on a les pouvoirs d'un prési-dent américain en politique étrangère et de sécurité. Reste à voir si cette poli-tique sera bonne ou mauvaise.

Thérèse Delpech. L'essai balistique nord-coréen, quelques heures avant le discours de Barack Obama à Prague sur le désarmement [*dimanche 5 avril*], est un retour du principe de réalité, bien compris comme tel par le président des Etats-Unis. C'est ce principe qui doit gui-der les bonnes politiques. ■

Propos recueillis par
Alain Frachon et Rémy Ourdan
Photo : Marc Chaumeil/Fédéphoto
pour « Le Monde »